RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

SDES
Statistique publique
de l'énergie, des transports,
du logement et de l'environnement

Bilan d'activité 2025
Programme de travail 2026

Service des données et études statistiques

Janvier 2026

Éditorial

Projections de besoins en logement, état de l'environnement, verdissement des flottes professionnelles, consommation d'énergie des centres de données…, quelques sujets parmi beaucoup d'autres sur lesquels le Service des données et études statistiques a produit des travaux originaux en 2025.

Au-delà de ces travaux programmés, les tensions persistantes sur les prix de détail de l'énergie, la situation dégradée de la conjoncture immobilière, l'amplification du dérèglement climatique et l'urgence de la transition écologique ont montré l'importance de disposer de données solides et d'analyses pour éclairer les débats et appuyer les politiques publiques. Ces attentes perdureront en 2026 et nous nous efforcerons d'y répondre au mieux, en investissant de nouveaux domaines, en mobilisant de nouvelles sources, en réinterrogeant les méthodes.

Ce sont ces perspectives pour l'année à venir que détaille ce document, après un retour sur les principales réalisations de 2025.

Bonne lecture !

Béatrice Sédillot

Cheffe du service des données et études statistiques

Sommaire

Éditorial **2**

Synthèse **4**

Programme détaillé **6**

I. Le SDES au service de la connaissance et de la conduite des politiques publiques 6

Des attentes toujours fortes de données et indicateurs au niveau international *6*

Énergie : production, consommation, prix *8*

Rénovation énergétique des bâtiments *8*

Changement climatique et stratégie bas-carbone *9*

Logement – Construction *11*

Transports de voyageurs et de marchandises ; plateformes et entrepôts logistiques *11*

La circulation et le parc de véhicules routiers *11*

La mobilité des ménages *12*

Milieux naturels : état et pressions *12*

Risques environnementaux *14*

Économie et environnement *15*

Analyses transverses des sujets environnementaux *15*

II. Modernisation et sécurisation des processus de production et de diffusion statistiques 17

Refonte des systèmes d'information *18*

Consolidation et automatisation des processus statistiques *19*

Conversion en R des chaînes de traitement *19*

Enrichissement des données mises à disposition *19*

L'activité 2025 du SDES en quelques chiffres **20**

Les publications **22**

I. Les publications du SDES en 2025 22

II. Les publications du SDES prévues pour 2026 26

Annexe : les rapportages internationaux de statistiques assurés par le SDES **30**

Synthèse

Le SDES collecte, produit et diffuse de nombreuses informations statistiques dans les champs de l'énergie, des transports, du logement, de l'environnement et du développement durable en vue d'éclairer le débat public et de venir en appui des politiques publiques. Cette production statistique, en large partie récurrente, est souvent régie par des règlements européens et donne lieu à la diffusion d'indicateurs de périodicité variable, mensuelle, trimestrielle ou annuelle.

Au-delà des publications récurrentes du service, ce bilan et programme d'activité met en exergue les travaux plus spécifiques conduits en 2025 et ceux programmés en 2026.

- **Dans le domaine de l'énergie**, des travaux ont été engagés en 2025 pour répondre aux besoins d'indicateurs de suivi de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), et de la directive efficacité énergétique sur les consommations des bâtiments publics. Les travaux méthodologiques sur la consommation d'énergie des centres de données se sont poursuivis et une première estimation a été publiée. Les besoins de données, au sein du ministère comme des institutions internationales, sont restés importants, notamment sur le suivi du développement des énergies renouvelables et de la consommation d'énergie du tertiaire. En 2026, les investissements porteront notamment sur l'ammoniac et les e-fuel, ainsi que sur les pompes à chaleur.

- La **rénovation énergétique** est restée un axe de travail important, avec un suivi actualisé de la performance énergétique du parc de logements, des travaux de valorisation de l'enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans les logements (Trelo), ainsi que les premières analyses sur l'impact de l'isolation thermique sur la consommation réelle d'énergie, à partir de données de consommation réelle concernant un échantillon représentatif d'un million de ménages. En 2026, les résultats de l'enquête Trelo seront publiés et permettront de réviser les coefficients pour le calcul des gains d'énergie conventionnels liés aux rénovations. De nouveaux travaux porteront sur l'impact des changements de système de chauffage sur les consommations réelles d'énergie dans les maisons individuelles. Enfin, l'expertise des bases de données disponibles sur la rénovation tertiaire se poursuivra.

- **Dans le domaine des transports**, le répertoire statistique des véhicules routiers a continué d'être enrichi avec de nouvelles sources. La mobilisation des fichiers de l'Insee SIRUS et LIFI a ainsi permis de produire des informations nouvelles sur le verdissement des flottes professionnelles. En 2026, l'enrichissement de ce répertoire avec de nouvelles bases de données (aides à l'achat, véhicules assurés) permettra de documenter le profil des ménages bénéficiaires des aides à l'achat d'un véhicule neuf et de diffuser de premiers résultats sur le parc de deux-roues. Concernant le transport de marchandises, la refonte du système de collecte et de gestion de l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (dite TRM) a été lancée et s'achèvera en 2026. L'atlas sur les entrepôts logistiques, diffusé depuis 2024, a été consolidé et actualisé en 2025, les investissements se poursuivant en 2026 pour intégrer, à terme, des entrepôts de plus petite taille. S'agissant des mobilités, la préparation de la nouvelle édition de l'enquête mobilité des personnes est entrée dans sa phase finale en 2025 en vue d'une collecte prévue entre la mi-2026 et la mi-2027. En 2026, plusieurs études nouvelles seront conduites, notamment sur les mobilités sociales et professionnelles des conducteurs de transport de marchandises, le marché de l'occasion des véhicules électriques, la projection du parc de voitures à l'horizon 2050, ainsi que le travail de nuit des chauffeurs de VTC.

- **Dans le domaine du logement et de la construction**, l'étude sur les projections des besoins en logement, utilisées dans le cadre de schémas stratégiques du ministère, a été diffusée à l'été et largement valorisée. D'autres études ont été publiées, notamment sur la santé financière des entreprises de la construction au tournant des années 2020 et sur l'empreinte foncière du secteur résidentiel. Des études seront finalisées ou lancées en 2026, en particulier sur les plus-values immobilières, l'environnement naturel des logements en ville, les loyers et plafonds dans le parc social, les ménages bénéficiaires de la consommation d'espace, le profil des propriétaires bailleurs. En matière de production statistique, plusieurs grands chantiers ont connu des avancées significatives en 2025 et devraient s'achever en 2026. C'est notamment le cas du projet Sitadel3 sur la construction neuve qui vise à mieux prendre en compte toutes les informations des documents d'autorisation d'urbanisme et moderniser le processus. La première mise en production aura lieu début 2026, et des travaux complémentaires seront réalisés au cours de l'année 2026. La refonte de l'application de gestion de l'enquête des prix de revient des logements neufs (PRLN), qui intégrera la filière d'enquête de l'Insee, a également été lancée en 2025 en vue d'une mise en œuvre en 2026. Enfin, les travaux de consolidation des autres systèmes d'information (ECLN, EPTB, RPLS, Comptes du logement, Filocom) ont avancé et se poursuivront en 2026.

- **Dans le domaine environnemental**, le rapport sur l'état de l'environnement en France, produit tous les quatre à cinq ans en application de la convention d'Aarhus, a été publié début 2025 avec de nombreux produits de valorisation associés. Pour sa part, le bilan annuel environnemental, à paraître début 2026, a été réorganisé et enrichi de nouvelles fiches pour offrir un panorama plus complet des dépenses de protection de l'environnement, de l'état des écosystèmes et des interactions entre l'environnement et l'économie.
  S'agissant des comptes de l'environnement, la préparation du nouveau rapportage relatif aux comptes des écosystèmes a donné lieu à la transmission volontaire de premières données sur le volet des « services écosystémiques » et des travaux ont été conduits sur les investissements climat (dépenses en faveur des EnR et de la maîtrise des énergies). Ces travaux se poursuivront en 2026, avec notamment la prise en compte de nouveaux services écosystémiques (filtration de l'air, pollinisation, tourisme de nature, régulation locale du climat).
  Pour consolider les rapportages sur les déchets, une enquête sur les déchets et déblais du BTP a été conduite courant 2025 avec une première valorisation des données prévue fin 2026. Les publications nouvelles de 2025 ont porté notamment sur l'accès des ménages aux espaces verts urbains, les comptes de la forêt, les espaces protégés, la valorisation du nouveau baromètre Écologie Environnement du panel Elipss (*Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales*). En 2026, de nombreuses publications nouvelles seront finalisées, notamment sur l'environnement en outre-mer, la pollution chimique des eaux souterraines, l'assainissement, l'empreinte macroéconomique du tourisme.

Programme détaillé

Le SDES est l'un des 16 services statistiques ministériels qui constituent en France, avec l'Insee, le service statistique public. À ce titre, il collecte, produit et diffuse de nombreuses informations statistiques dans les champs de l'énergie, des transports, du logement, de l'environnement et du développement durable en vue d'éclairer le débat public et de venir en appui des politiques publiques. Cette production statistique est en large partie récurrente et donne lieu à la diffusion d'indicateurs de périodicité variable, mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Une part importante des statistiques produites sont régies par des règlements internationaux, essentiellement européens.

La présentation qui suit ne détaille pas l'ensemble des productions récurrentes du service, mais met en exergue les travaux plus spécifiques conduits en 2025 et ceux programmés en 2026.

I. Le SDES au service de la connaissance et de la conduite des politiques publiques

Des attentes toujours fortes de données et indicateurs au niveau international

Le SDES effectue environ 80 rapportages de données par an, principalement à destination d'Eurostat et de l'Agence européenne de l'environnement *(liste des règlements en annexe)*. Les besoins de remontées de données en provenance des États membres sont discutés au sein de différentes instances internationales et peuvent donner lieu à la révision des règlements encadrant les transmissions statistiques.

Dans le domaine de l'énergie, les attentes des institutions internationales en matière de données et d'analyses se sont intensifiées à partir de 2022 dans un contexte de fortes tensions sur les prix de l'énergie et d'incertitudes sur les approvisionnements à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine. Le règlement sur les statistiques de l'énergie a ainsi été révisé en 2022 pour introduire de nouveaux rapportages dont la mise en œuvre intervient de façon progressive (questionnaires détaillés sur le transport et les services dont les centres de données, usages non énergétiques des énergies renouvelables, hydrogène, production d'électricité par secteur, batteries). En 2025, le SDES a ainsi effectué un premier rapportage sur la consommation d'énergie des centres de données. Au cours de l'année, Eurostat a lancé des discussions sur une nouvelle révision du règlement des statistiques de l'énergie, avec notamment l'introduction de nouveaux vecteurs énergétiques pour les rapportages de 2027 ou 2030.

Dans le domaine de la rénovation énergétique, un nouveau rapportage sur la performance énergétique des logements et bâtiments est prévu par le règlement ESOP (*European statistics on population and housing*) du 12 décembre 2025. En 2026, le SDES commencera à préparer ce nouveau rapportage qui prévoit les premières livraisons de données (hors dérogation) début 2028.

Dans le domaine de la construction et du logement, où les remontées statistiques européennes sont moins nombreuses, les principales demandes d'enrichissement concernent l'immobilier commercial, un sujet conjointement porté par l'Insee et le SDES. Sur ce sujet, le SDES pourra fournir, fin 2026, les informations souhaitées sur les autorisations, les mises en chantier et les achèvements de nouveaux locaux, grâce au projet Sitadel3 (meilleure exploitation des données des Cerfa sur les types de construction) et à la refonte de la méthode d'estimation en date réelle

(appliquée aux locaux non résidentiels, mis en œuvre sur les achèvements). Des réflexions démarreront sur d'autres indicateurs de l'immobilier commercial (transaction, prix, loyers) et sur l'accessibilité au logement.

Dans le domaine des transports et de la mobilité, les principaux sujets d'investissement d'Eurostat portent sur le transport fluvial de passagers et sur le transport maritime. Dans ce contexte, le SDES va apporter son appui à Voies navigables de France (VNF) pour identifier les données qu'il serait nécessaire de mobiliser pour être en mesure de renseigner la collecte, dont la méthodologie est en test dans plusieurs États membres. S'agissant du transport maritime, le SDES est associé au groupe de travail d'Eurostat sur l'exploitation de la trace GPS des navires pour estimer les entrées et sorties de navires dans les ports.

Dans le domaine de l'environnement, le nouveau projet de règlement sur les comptes économiques de l'environnement, publié le 6 décembre 2024, rend obligatoires à l'horizon 2026 trois nouveaux modules sur les comptes de la forêt, les subventions positives pour l'environnement et les comptes d'écosystèmes (comptes d'étendues, services écosystémiques). En 2025, le SDES a affiné les comptes de la forêt, jusqu'à présent rapportés de façon volontaire, élaboré les comptes de subventions positives et réalisé des transmissions volontaires de données sur les services écosystémiques en prévision de ce rapportage obligatoire. Le service a également poursuivi sa participation à la *task force* dédiée aux comptes d'écosystèmes.

En vue de pouvoir fournir à Eurostat une estimation plus fiable du gisement de déchets produits par les établissements des secteurs de la construction et de la dépollution selon leur nature et leur mode d'élimination (règlement statistique n° 2150/2002) et du taux de valorisation matière du secteur du BTP (directive n° 2008/98/CE et décision n° 2011/753/UE), le SDES a conduit en 2025 une enquête sur les déchets et déblais produits par l'activité de BTP auprès de 10 300 établissements du BTP et de la dépollution et 4 600 installations de traitement des déchets du BTP. Les résultats de cette enquête seront valorisés en 2026.

Le SDES a par ailleurs participé au côté de l'Ademe et de la DGPR à la visite d'inspection d'Eurostat relative à la mesure du volume des emballages plastiques non recyclés, nécessaire à la détermination de la contribution de chaque État membre au budget européen.

S'agissant de **l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)**, au-delà des rapportages habituels, le SDES a transmis les informations et rédigé les analyses relatives à la situation française pour le rapport européen sur l'état de l'environnement, dont la publication s'est effectuée en octobre 2025. Une réunion de restitution de ce rapport a été organisée au ministère en novembre avec le réseau des experts français (EIONET). S'agissant des envois de données à l'AEE, un premier rapportage sur la qualité biologique des eaux de surface (WISE2) a été réalisé. Comme les années précédentes, le SDES a contribué, aux côtés des autres directions du ministère à l'accompagnement technique des futurs règlements ou directives (directive relative à la surveillance et à la résilience des sols, règlement restauration de la nature, économie circulaire, zéro pollution) et continuera à se mobiliser sur ces sujets en 2026.

Afin de mieux instruire la position française dans les groupes de travail relatifs aux indicateurs et faciliter les comparaisons internationales, le SDES a diffusé à l'été 2025 une publication mettant en regard les tableaux et indicateurs en matière environnementale et climatique produits par les différentes institutions internationales (AEE, FMI, OCDE, Eurostat, ONU). Cette publication a permis de disposer d'une vision complète des indicateurs disponibles en comparaison internationale, de leur articulation et cohérence, de leurs limites éventuelles. En 2026, une nouvelle publication s'intéressera aux bonnes pratiques européennes/internationales en matière d'utilisation des statistiques officielles dans la lutte contre la désinformation climatique et environnementale.

Énergie : production, consommation, prix

En 2025, de nombreux échanges ont été menés avec la DGEC pour définir les indicateurs de suivi de la 3e programmation pluriannuelle de l'énergie, identifier les données existantes et les besoins complémentaires. En 2026, le SDES assurera le rapportage des indicateurs qui lui incombent. Une première estimation de la prise en compte des critères de durabilité dans le calcul de l'indicateur européen sur la consommation d'énergie renouvelable a par ailleurs été réalisée. Les travaux se poursuivront en 2026 pour affiner et fiabiliser ce calcul.

Depuis novembre 2023, le service accueille, dans le cadre du dispositif des thèses Cofra, une doctorante sur **l'évaluation des politiques de sobriété énergétique**. En 2024, ses premiers travaux ont permis de réviser la méthodologie annuelle relative à la thermosensibilité des consommations énergétiques. En 2025, ses travaux ont porté sur la construction d'indicateurs visant à identifier les incitations à la sobriété afin d'analyser leurs impacts sur la consommation d'énergie, avec de premiers résultats publiés début 2026. Les analyses se poursuivront en 2026.

En matière de **données locales d'énergie**, les travaux d'enrichissement des données à l'adresse se sont poursuivis en 2025, avec notamment la diffusion d'adresses normalisées. Un chantier visant à enrichir les données locales avec la collecte des points de livraisons, des Siret et des données plus détaillées sur les consommations des bâtiments publics a été lancé conjointement avec la DHUP, et se poursuivra en 2026.

Les travaux se poursuivront également en 2026 sur le bilan de **l'hydrogène**. La base de sondage de l'enquête sur la production d'hydrogène sera étoffée, afin d'inclure notamment les producteurs d'ammoniac. Les autres sources existantes continueront d'être consolidées et adaptées pour identifier l'hydrogène, ses usages et ses modes de production. Un chantier spécifique sera lancé pour compléter le bilan de l'hydrogène avec des données sur l'ammoniac, et à moyen terme sur les e-fuels et le méthanol.

S'agissant de la **consommation énergétique**, une première estimation de la consommation énergétique des centres de données a été publiée en 2025. En 2026, les travaux d'identification de ces centres se poursuivront afin d'obtenir un répertoire le plus exhaustif possible. En particulier, des travaux seront lancés, en collaboration avec Enedis, pour tester des méthodes d'identification et tenter de distinguer les centres de données selon leur activité (calcul ou stockage). En 2025, le service a également participé à la préparation d'une enquête sur la consommation d'énergie du tertiaire (ECET) qui sera lancée par l'Insee en 2026. Enfin, le service a contribué, en lien avec le Ceren, au redressement des données de l'enquête nationale logement 2023 sur les aspects énergie : consommation de bois et des PAC, dépenses énergétiques. Ces travaux se poursuivront en 2026.

S'agissant des **prix du gaz et de l'électricité**, l'expertise s'est poursuivie en 2025 sur la possibilité d'estimer des prix trimestriels du gaz et de l'électricité à partir des indices de l'Insee (Indice des prix à la consommation ou Indice des prix à la production) ou des tarifs de référence (TRV pour l'électricité ou tarifs de référence définis par la CRE pour le gaz). Des travaux seront lancés en 2026 sur les bénéficiaires du chèque énergie dans l'objectif d'intégrer l'impact de cette mesure dans les rapportages européens sur les prix.

Rénovation énergétique des bâtiments

Dans le cadre du pilotage de **l'Observatoire national de la rénovation énergétique**, le SDES a pour mission d'améliorer la connaissance de la dynamique de rénovation énergétique de l'ensemble des bâtiments résidentiels comme tertiaires.

En 2025, les travaux ont essentiellement porté sur le résidentiel. L'estimation de la distribution du parc de logements par classe de performance énergétique a ainsi été actualisée en date du 1er janvier 2025. La réforme du calcul du DPE et les différents rapportages portés par la DHUP (NBRP, PNRR) ont occasionné beaucoup de demandes de données. Les publications sur le suivi des aides à la rénovation énergétique dont bénéficient les ménages en 2024 (aides de l'Anah

pour la rénovation d'ampleur, MaPrimeRevov' par gestes, certificats d'économie d'énergie) ont été préparées et seront diffusées début 2026.

Entre l'automne 2023 et février 2024, une nouvelle **enquête sur les travaux de rénovation énergétique des logements (Trelo)** a été collectée. Cette enquête actualise l'enquête sur les travaux de rénovation dans les maisons individuelles (TREMI), réalisée en 2020 et étend son champ aux logements collectifs du parc privé et du parc social. Elle vise à quantifier et qualifier les rénovations énergétiques réalisées sur les logements, que celles-ci soient aidées ou non. Les gestes réalisés pour améliorer la performance énergétique des logements sont caractérisés finement, afin d'estimer les gains conventionnels d'énergie et d'émissions de GES associés aux rénovations. Les résultats de l'enquête serviront également à actualiser les coefficients utilisés pour estimer les économies conventionnelles d'énergie et les réductions de GES liées aux rénovations financées par l'Anah et aux CEE. L'exploitation de cette enquête s'est poursuivie en 2025 et les résultats seront publiés au premier semestre 2026, sous la forme de trois publications portant sur les logements collectifs, les maisons individuelles et l'outre-mer. La préparation de la prochaine enquête Trelo, qui sera réalisée début 2027 en collaboration avec l'Insee, a été lancé en 2025 et se poursuivra en 2026.

Le SDES a accédé en 2023 à des données de consommation d'électricité et de gaz d'un échantillon d'un million de ménages. Un appariement de ces données avec les aides à la rénovation et les données fiscales a été conduit en 2024 pour mesurer l'i**mpact des rénovations sur les consommations réelles d'électricité et de gaz**. En 2025, une première étude économétrique à partir de ces données, menée en collaboration avec l'Insee, a été publiée sur le champ des isolations de maisons individuelles. En 2026, de nouveaux travaux à partir de cette base viseront à évaluer l'impact de l'installation de pompes à chaleur dans les maisons individuelles. L'appariement des données de consommation réelles avec les diagnostics de performance énergétique (DPE), initié en 2025, permettra par ailleurs de comparer les consommations réelles et conventionnelles des logements, avec des résultats à paraître au cours de l'année.

S'agissant du suivi de la **rénovation énergétique dans le tertiaire public et privé**, les travaux d'expertise des bases de données existantes (données du fonds vert pour la rénovation publique, base des CEE tertiaire, base Operat pour les acteurs soumis au décret tertiaire) seront relancés en 2026. L'objectif est d'alimenter le tableau de bord de la rénovation avec des données sur le tertiaire.

Changement climatique et stratégie bas-carbone

Comme chaque année, les *Chiffres clés* sur le climat ont été actualisés en 2025, à l'occasion du lancement de la COP. Cette publication a été l'occasion de mettre en lumière la série révisée d'**empreinte carbone** diffusée mi-octobre et produite conjointement par le SDES et l'Insee. Cette série, qui couvre la période 1990-2024, se fonde sur un modèle multirégional construit à partir de sources produites par Eurostat (tableau international entrées sorties symétrique complété par les émissions de GES pour tous les pays du monde), avec une adaptation visant à assurer une parfaite cohérence avec les comptes nationaux. Cette série constitue une référence importante pour la nouvelle stratégie nationale bas carbone qui vise à introduire une cible d'évolution sur l'empreinte carbone en parallèle de celle fixée sur les émissions.

En 2026, plusieurs éclairages spécifiques sont prévus sur les émissions de GES et l'empreinte. Une publication de synthèse, à visée essentiellement pédagogique, analysera ainsi l'évolution des émissions de GES liées à l'utilisation des terres, aux changements d'affectation des terres et de la forêt (UTCATF), ce secteur représentant un enjeu important pour atteindre la neutralité carbone grâce aux puits de carbone naturels que représentent la biomasse (forêts, haies, agroforesterie, etc.) et les sols (sols agricoles, etc.). En lien avec l'Insee, une analyse de l'empreinte macroéconomique du tourisme sera publiée et des travaux sur l'empreinte macroéconomique de la santé seront lancés.

Logement – Construction

La **production courante d'indicateurs mensuels** (construction neuve), **trimestriels** (commercialisation des logements neufs, prix de revient des logements neufs, note de conjoncture) et **annuels** (parc de logements sociaux, enquête sur les prix des terrains et du bâti, compte du logement) s'est poursuivie en 2025 et reste une priorité pour 2026, alimentant ainsi la connaissance des tendances du secteur du logement et de la construction.

En juin 2025, un dossier détaillé sur les **besoins en logement et en construction neuve** à horizon 2030, 2040 et 2050 a été diffusé. Ce dossier propose des ordres de grandeur prospectifs sur les grands domaines qui composent les besoins en logements : évolution du nombre de ménages, résorption du mal-logement, résidences secondaires et logements vacants, renouvellement et transformation du parc de logements. Ces analyses, très utiles pour les acteurs du secteur et pour le pilotage des politiques publiques du logement, de l'aménagement et de la transition écologique, ont été valorisées lors de différents séminaires (Puca, DHUP/Cerema, FFB, Insee…) et ont servi de base aux scénarios prospectifs de la stratégie nationale bas carbone. Ces analyses ont vocation à être réactualisées après la diffusion de nouvelles projections de population de l'Insee en 2026. D'autres études ont été publiées en 2025 notamment sur la santé financière des entreprises de la construction au tournant de 2020 et sur l'empreinte foncière des ménages. En 2026, **d'autres études seront lancées ou finalisées sur diverses thématiques** : plus-values immobilières ; environnement naturel des logements en ville ; loyers, charges et plafonds dans le parc social ; ménages bénéficiaires de la consommation d'espace ; profil des propriétaires bailleurs ; emploi et salaires dans le secteur de la construction.

Les travaux post-collecte sur **l'enquête nationale Logement 2020,** débutés en 2022, se sont poursuivis en 2025 avec le traitement et la livraison des modules sur les revenus et les charges d'énergie et d'eau. Les derniers modules, notamment celui des propriétaires, seront finalisés en 2026. Une publication sur les taux d'effort en logement des locataires sera réalisée en début d'année et une étude sur l'évolution sur longue période de l'accession à la propriété et des taux d'effort sera conduite dans l'année.

Le fichier **Filocom** (Fichier des Logements par Commune, basé sur les données fiscales) n'a pas été enrichi d'un nouveau millésime en 2025 en raison de la fragilité actuelle du lien ménage-logement au sein de la source GMBI, source utile pour disposer d'informations disponibles par le passé avec la taxe d'habitation. Le dernier millésime connu de Filocom, de 2022, a été bien valorisé, notamment pour répondre à différentes demandes. Avec la mise en production par l'Insee en 2026 du répertoire statistique Résil et l'arrivée d'un nouveau millésime de Fideli (portant sur 2025), un nouveau millésime Filocom pourra être initié en 2026. À cette fin, une méthode d'estimation des valeurs manquantes sur l'occupation de certains logements devra être déployée.

Le **compte du logement** a été produit un peu plus tardivement qu'à l'habitude, compte tenu de contraintes de moyens. Les améliorations méthodologiques ont été peu nombreuses dans ce contexte, mais la qualité du dossier a été préservée. Il n'est pas prévu de forte évolution méthodologique en 2026, mais le calendrier de publication reviendra à la normale.

Le **répertoire du parc de logements sociaux (RPLS)**, produit chaque année, continue d'être fortement utilisé dans le cadre de la loi SRU et plus largement dans le suivi de la structure de ce parc. Après l'introduction, il y a quelques mois, d'un identifiant des logements, le répertoire s'enrichira en 2026 d'un identifiant des bâtiments, favorisant ainsi son appariement avec d'autres bases de données. Ce répertoire pourrait aussi évoluer en 2026 pour intégrer des informations sur l'accessibilité des logements aux personnes en situation d'handicap, ou pour s'adapter au besoin du projet Transparence SRU de la DHUP qui vise à optimiser l'utilisation de l'ensemble des informations disponibles sur le logement social.

Le **répertoire inter-administratif des locaux (RIAL)**, constitué sous l'impulsion de la DGALN, de la DGFiP et du SDES, vise à utiliser l'invariant fiscal des logements comme identifiant unique des logements dans l'ensemble des systèmes d'information comportant une dimension logement.

Ses premiers services ont été ouverts début 2025 avec la mise en production d'une API permettant notamment de rechercher un logement et son identifiant à partir d'une adresse. L'appropriation de ce nouveau service par les équipes en charge des différents systèmes d'information (DPE, zéro logement vacant, etc.) est un enjeu important pour assurer une diffusion large de l'identifiant. En 2026, une nouvelle impulsion sera à trouver pour conforter ce projet.

Transports de voyageurs et de marchandises ; plateformes et entrepôts logistiques

Le **bilan annuel des transports**, diffusé chaque année en novembre, a intégré en 2025 une fiche sur le répertoire des entrepôts et plateformes logistiques. Le bilan sera complété en 2026 par une publication de synthèse transversale sur le transport de voyageurs, dans la lignée de la synthèse publiée en 2025 sur le transport de marchandises. L'année 2026 verra aboutir la refonte des chiffres clés des transports, publication compagnon du bilan annuel.

Dans le cadre de l'Observatoire national du **transport public particulier de personnes (T3P)**, le SDES mobilise depuis 2023 les données des plateformes VTC pour mieux décrire l'activité et les conditions d'emploi de ce secteur. Après les premières analyses de 2023 sur les revenus des conducteurs de VTC, complétées en 2024 par celles sur les examens de taxis et VTC, le rapport 2025 a permis de mesurer l'évolution des rémunérations, à la suite de l'accord revalorisant à 7,65 euros le montant minimal perçu par le chauffeur VTC pour une course, à compter du 1er février 2023. En 2026, le rapport sera actualisé et enrichi de nouvelles analyses, et complété d'une étude sur le travail de nuit des chauffeurs de VTC.

La consolidation du dispositif de suivi de l'immobilier logistique était attendue dans un contexte de tension en espaces logistiques sur certains territoires. Un nouvel **atlas sur les entrepôts** de plus de 10 000 m², accompagné d'une datavisualisation, a été publié en 2024, à partir de sources publiques et privées. Il a été consolidé et mis à jour en 2025. Les travaux d'amélioration du répertoire se poursuivront en 2026, notamment en vue d'étendre à terme ce répertoire aux entrepôts de 5 000 à 10 000 m².

En 2026, une étude spécifique sera menée sur les **mobilités sociales et professionnelles des conducteurs de transport routier de marchandises**, à partir du panel tous salariés. Cette étude permettra notamment d'alimenter l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications dans les transports et la logistique (OPTL) et de documenter les différentes étapes de la carrière d'un conducteur routier de marchandises : les métiers qu'il occupe avant de devenir conducteur routier, la faible présence des femmes, la reconversion professionnelle, etc.

Au-delà du suivi habituel du secteur, le **transport maritime** sera documenté suivant deux axes nouveaux en 2026 : une évolution de l'activité sur les 10 dernières années en France, et une comparaison des ports français avec les ports européens en fonction de la nature des marchandises qui transitent par ces ports.

Un document méthodologique sur le **compte satellite des transports** sera diffusé.

La circulation et le parc de véhicules routiers

Le répertoire statistique des véhicules routiers (RSVERO), issu de l'appariement entre le fichier des cartes grises et les contrôles techniques, permet de suivre le parc des véhicules et les distances parcourues, ainsi qu'après enrichissement, les émissions de gaz à effet de serre.

Comme chaque année, les publications récurrentes sur le parc (voitures, poids lourds, bus et cars, et véhicules utilitaires légers) ont été actualisées en septembre 2025 avec un parc au 1er janvier 2025. Une nouvelle actualisation est prévue à l'été 2026.

Depuis 2024, le rapprochement entre ces données et celles sur la composition et le niveau de vie des ménages issues de la base Fideli, grâce à l'utilisation d'un code statistique non signifiant, permet d'analyser le parc de véhicules et son renouvellement, selon le niveau de vie des ménages. En 2025, un nouveau rapprochement entre le répertoire RSVERO et les fichiers de l'Insee SIRUS et LIFI a conduit à la publication d'une étude sur le verdissement des flottes professionnelles. Cette étude a permis de mieux connaître les flottes professionnelles et de suivre leur évolution dans un contexte de renforcement de l'action publique en faveur de la décarbonation du transport routier. De plus, une étude sur le niveau de vie des ménages détenteurs de véhicules de vignette Crit'Air 3 ou plus, résidant dans ou à proximité des zones à faibles émissions de Paris et Lyon, a été publiée à la mi-2025.

D'autres études, issues de nouveaux enrichissements du répertoire statistique des véhicules routiers, sont prévues en 2026. Ainsi, une étude sera menée sur le profil des ménages bénéficiaires en 2024 des aides à l'achat d'un véhicules neuf (bonus, prime à la conversion, leasing électrique), après rapprochement du répertoire RSVERO avec les données sur les aides à l'achat. De plus, une étude exploratoire, en lien avec l'Agira, sera conduite sur le parc des deux-roues en circulation, à partir du rapprochement entre le répertoire RSVERO et les données du fichier des véhicules assurés. Un premier bilan sera réalisé sur la mise en œuvre progressive du contrôle technique des deux-roues, des trois-roues et des quadricycles légers, rendu obligatoire par l'arrêté du 24 octobre 2023.

Un exercice de projection du parc de voitures à horizon 2050 permettra de tester la sensibilité de la trajectoire à différentes hypothèses (électrification des voitures neuves - SNBC, durée de vie des voitures, demande en automobile). Enfin, une étude portera sur le marché de l'occasion des véhicules électriques, qui monte progressivement en puissance.

La mobilité des ménages

L'**enquête mobilité des personnes** est une enquête très riche pour décrire les déplacements des ménages au cours d'une journée, ainsi que les déplacements longue distance. Pour répondre à la forte demande, tant au niveau national qu'européen, de mesurer régulièrement les comportements de mobilité et leur évolution, le SDES prépare une nouvelle édition de l'enquête, faisant suite à celle de 2019. Au-delà de l'actualisation des principaux indicateurs de comportements de mobilité (parts modales, distances parcourues, taux de remplissage des véhicules particuliers, émissions de gaz à effet de serre), cette enquête permettra d'éclairer les changements de comportements induits par l'intensification du télétravail, ainsi que l'évolution de la pratique des modes actifs et du covoiturage. L'année 2025 a permis de finaliser la préparation de cette enquête, avec notamment la sélection du prestataire de collecte et la conduite d'un pilote à la fin de l'année. Après passage devant le comité du Label en février 2026, la collecte de l'enquête se déroulera, par téléphone, entre avril 2026 et mars 2027.

Milieux naturels : état et pressions

Comme chaque année, le SDES a actualisé de nombreux indicateurs sur l'état des milieux naturels et s'est attaché à enrichir et compléter les indicateurs existants. Le service a également été force de proposition dans les dispositifs de gouvernance des systèmes d'informations fédérateurs sur l'eau, la biodiversité et le milieu marin et a continué à jouer un rôle moteur dans le cadre de l'Observatoire national de la biodiversité (ONB), que ce soit en termes de co-présidence du comité éditorial, d'animation de groupes de travail, de diffusion et de production des indicateurs labellisés par l'ONB.

Biodiversité – aires protégées

En 2025, le SDES a apporté un appui à la direction du ministère de la Transition écologique en charge de l'eau et de la biodiversité (DEB) sur les indicateurs du dispositif de suivi du cadre

mondial sur la diversité biologique (premier rapportage prévu en 2026) et du dispositif de suivi du règlement européen sur la restauration de la nature adopté le 24 juin 2024.

Un panorama des espaces protégés avec cartes interactives a été publié en début d'année. Il sera complété en 2026 sur le volet protection forte. Le travail sur l'élaboration d'un indicateur mesurant le niveau de fragmentation des espaces naturels terrestres, engagé en 2024, s'est poursuivi en 2025 avec des échanges méthodologiques avec le Cerema et la DEB, avec une publication prévue en 2026. Au niveau de l'Observatoire national de la biodiversité (ONB), la priorité a été donnée à l'amélioration du processus qualité et au renforcement de la gouvernance (avec l'organisation d'un séminaire interne en mai 2025). Une publication ONB spécifique à la mer et au littoral a été publiée fin 2025. En 2026, la publication ONB portera sur l'agriculture. Le travail pour disposer de données aux échelles territoriales les plus fines possibles, en renforçant les relations avec les différents observatoires régionaux, se poursuivra.

Eau, mer et littoral, sols, air

S'agissant de la thématique de l'eau, la base de données Ades (eaux souterraines) a été exploitée en 2024-2025 pour donner un aperçu de l'évolution de la **qualité des eaux souterraines** sur la période 1990-2024. La publication sur ce sujet, initialement prévue pour 2025, interviendra en 2026. Parallèlement, les suivis de qualité physico-chimique des eaux superficielles (base Naïade) ont été mis à jour et la méthode d'analyse de tendance temporelle a été affinée. La réflexion sur la meilleure façon de mettre à disposition les données sur la qualité des eaux et son évolution, engagée en 2025, se poursuivra en 2026. Les données de l'outil Roseau ont quant à elles été exploitées dans la perspective de réaliser un **panorama de l'assainissement collectif** dont la publication interviendra en 2026. En parallèle, une étude mettra en regard les investissements des collectivités en matière d'assainissement et les caractéristiques de leur service public d'assainissement (mode de gestion, capacité d'assainissement et potentiellement niveau des rejets des stations de traitement des eaux usées).

Au cours de l'année, le SDES a répondu à diverses sollicitations en appui à la DEB et à d'autres administrations. Des traitements statistiques sur les pollutions des eaux brutes utilisées par l'alimentation en eau potable (AEP) ont notamment été effectués en vue de l'identification des captages sensibles.

Un rapportage auprès de l'AEE sur la **qualité biologique des cours d'eau** (rapportage WISE 2) a été effectué en mobilisant les données des eaux de surface continentales issues de la base Naïades et en calculant les EQR (« ecological quality ratio » ou indice d'écart à la référence) de plusieurs paramètres biologiques. Ce travail sera valorisé en 2026 par une publication.

Suite à l'étude du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan (ex-France Stratégie) sur l'utilisation de la ressource en eau à l'horizon 2030-2050, le SDES retravaillera en 2026 sur les coefficients prélèvement/consommation par activité afin de mieux estimer la consommation d'eau. Une étude sur ce sujet sera publiée à l'issue de ce travail.

S'agissant de la mer et du littoral, le SDES continue d'assister la direction générale du ministère de la transition écologique en charge des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) pour le dispositif de suivi de la Stratégie nationale de la mer et du littoral 2024-2030. Concernant l'indicateur sur les **formations maritimes**, l'année 2025 a été consacrée à la définition des sources à utiliser en lien avec les Carif-Oref. Le SDES a également apporté un appui à la DEB pour valoriser et croiser les données portant sur les **plages concédées**, avec une publication de synthèse envisagée pour 2026. Les travaux conduits avec l'Insee sur les emplois de l'économie maritime feront également l'objet d'une publication.

En 2025, les informations et données sur la pollution des eaux marines ont commencé à être rassemblées en vue d'une publication en 2027 qui devrait couvrir plusieurs thématiques (macrodéchets et microplastiques, nutriments et micropolluants, échouages des algues vertes, contamination des produits de la mer, contamination des mammifères marins).

S'agissant des sols, le SDES a été fortement mobilisé dans le processus de négociation sur la directive européenne relative à la surveillance et à la résilience des sols, de juillet 2023 à son adoption en octobre 2025. L'implication du SDES se poursuivra en 2026 dans le cadre du processus de transposition du texte et de la déclinaison du volet « surveillance et évaluation de la santé des sols » pour la France, en collaboration avec les autres parties prenantes (Inrae, MASA, Ademe, IGN, IRD…). L'implication du SDES dans la gouvernance du groupement d'intérêt scientifique sur les sols (GIS Sol) s'est par ailleurs poursuivi en 2025, avec notamment l'enjeu d'accélérer l'ouverture et la diffusion des données Sols collectées ou produites via les différents programmes. Au-delà de la poursuite de ces travaux, le SDES cherchera en 2026 à mieux valoriser les données du RMQS (projet Phytosol, texture, réserve utile des sols, ETM, autres données du RMQS) et à relancer l'actualisation de l'indicateur « érosion des sols » en lien avec l'Inrae et le BRGM. Par ailleurs, le SDES devra participer au premier rapportage relatif à la Convention Désertification des sols.

S'agissant de l'air, le bilan annuel de la **qualité de l'air extérieur** a, comme les années précédentes, été actualisé pour la journée nationale de la qualité de l'air (14 octobre 2025), avec un développement plus spécifique sur l'élargissement des polluants à surveiller dans le cadre de la nouvelle directive sur la qualité de l'air. La prochaine édition explorera le sujet des retombées atmosphériques.

Occupation des sols et artificialisation

En 2025, le SDES a continué à suivre les travaux de la DGALN sur l'artificialisation dans le but d'estimer le plus rigoureusement possible la qualité de la mesure de l'artificialisation avec le dispositif d'occupation des sols à grande échelle (OCSGE) de l'IGN. Après s'être intéressée en 2024 à la consommation d'espace liée à l'activité économique, la collaboration du SDES avec le pôle de synthèse de l'action régionale (PSAR) de l'Insee sur la consommation d'espace s'est poursuivie en 2025 au sein d'un groupe de travail associant la DGALN, l'IGN, le Cerema et le ministère en charge de l'agriculture. L'enjeu pour le SDES consiste en l'utilisation de l'OCSGE en remplacement de Teruti dont la production s'est arrêtée, et en alternative ou complément de sources moins précises telles que Corine Land Cover (CLC).

Risques environnementaux

Prévention des risques, santé et environnement, pollution par les phytosanitaires

Après la publication des chiffres clés sur les **risques naturels** début 2024, le SDES a mis à jour les indicateurs de l'Observatoire national des risques naturels (ONRN) concernant l'exposition aux aléas (sismicité, retrait gonflement des argiles, inondations par débordement des cours d'eau ou par submersion marine, activités économiques) sur le site Georisques et diffusé les données relatives à ces indicateurs sous forme de cartographie interactive sur le site du SDES. Le service a également apporté un appui à la direction générale du ministère de la Transition écologique en charge de la prévention des risques (DGPR) dans le processus de définition de la future carte de sensibilité sur le phénomène de retrait-gonflement des argiles. En 2026, le SDES actualisera les indicateurs de vulnérabilité des logements à partir des nouvelles cartes d'aléas qui seront diffusées.

Dans le cadre du rapportage de la convention de Sendaï pour la réduction des **risques de catastrophe** 2015-2030, le SDES mettra à jour les indicateurs pour les années 2023-2025 en cherchant le maximum de données sur le coût des dommages.

L'accès aux espaces verts présente de nombreuses aménités et a des impacts potentiellement positifs sur la santé. Pour éclairer ce sujet, une étude conduite avec l'Insee a été publiée en 2025. Elle quantifie le taux de couverture des espaces verts ouverts au public dans les villes (définies comme des Cities au sens européen), leur disponibilité (surface d'espaces verts rapportée au nombre d'habitants) et leur accessibilité (part de population vivant à proximité de ces espaces).

Une attention particulière sera portée en 2026 sur les **pressions exercées par les activités industrielles sur l'environnement** avec la finalisation d'un *Chiffres clés* sur l'industrie et l'environnement. Cette publication rassemblera une sélection d'indicateurs relatifs à la pollution et à la consommation de ressources (émissions de gaz à effet de serre, rejets de polluants dans différents milieux, production de déchets, artificialisation des sols…) et offrira un éclairage sur les dispositifs réglementaires qui encadrent ces activités et sur les moyens mobilisés pour réduire leurs impacts. Enfin, elle mettra en perspective les pressions exercées par l'industrie française avec celles observées dans d'autres pays européens.

S'agissant de la pollution des milieux par les **produits phytosanitaires**, l'exploitation de la BNV-D permet chaque année la diffusion d'une publication annuelle sur le sujet et la mise à disposition des données sous forme de datavisualisation.

Économie circulaire, déchets, flux de matières

Tous les deux ans, le SDES rapporte à Eurostat des données sur la production et le traitement des **déchets**. Les données portant sur l'année 2022 ont été rapportées en 2024 et valorisées dans une publication en 2025. Afin de disposer d'une estimation plus fiable du gisement de déchets produits par les établissements des secteurs de la construction et de la dépollution, une enquête sur les déchets et déblais produits par l'activité de BTP a été collectée en 2025, avec une première valorisation des données prévue fin 2026. S'agissant des seuls déchets alimentaires, des données sont rapportées annuellement à Eurostat depuis 2022. La publication sur les déchets et le gaspillage alimentaire a été mise à jour avec les données 2023 suite à ce rapportage. En 2026, une étude spécifique visant à améliorer l'estimation des déchets agricoles sera lancée auprès de bureaux d'études.

Le tableau de bord des indicateurs de **l'économie circulaire**, sous format d'article web, a été mis à jour au fil de l'eau et continuera de l'être en 2026. Par ailleurs, le SDES continuera à participer au travail lancé par l'Ademe pour le choix d'indicateur(s) de suivi des performances de l'économie circulaire à différentes échelles, ainsi qu'au projet de feuille de route Ademe/DGPR/SDES pour l'observation des déchets d'activités économiques.

Concernant les **flux de matières**, les articles du site SDES ont été mis à jour et complétés (extraction de matières minérales sur le territoire français). En 2026, une publication de synthèse sur ce sujet sera diffusée, regroupant l'ensemble des éléments sur les matières mobilisées (extraction, déchet, flux dissipatifs dans la nature, importations et exportations) à l'aide d'un diagramme de Sankey. Un investissement spécifique sera par ailleurs réalisé pour préciser le calcul de l'empreinte matière et disposer d'une ventilation par catégorie de produits et par catégorie de la demande finale.

Afin d'approcher **l'empreinte terre liée aux importations à risque de déforestation** de la France, le SDES estime les quantités de matières premières importées en France selon l'origine réelle des produits et les surfaces de terre mobilisées pour les produire, pour les commodités visées par la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). En 2025, les estimations ont été actualisées et une publication synthétique sera diffusée début 2026.

Économie et environnement

Emplois et métiers de l'économie verte

Dans le cadre de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev), le SDES a publié en 2025 une nouvelle estimation des emplois verts qui s'appuie dorénavant sur la liste des métiers de l'agrégat vert de l'Insee, élaborée lors de l'établissement de la PCS 2020. Compte tenu du travail engagé sur les métiers stratégiques pour la transition écologique, en lien avec le SGPE, le SDES ne publie plus de données sur les métiers verdissants. Pour avancer sur ce sujet, en associant largement aux réflexions producteurs et utilisateurs de statistiques, il sera proposé de constituer un groupe de travail du Cnis sur l'identification statistique des métiers et compétences appelés à se transformer pour répondre aux enjeux de la transition écologique.

S'agissant des formations, les estimations relatives aux étudiants en formation initiale environnementale ont été affinées en 2025, en s'appuyant sur de nouvelles données mises à disposition par le ministère de l'Enseignement supérieur. Des données sur les formations continues dans le domaine de l'environnement ont pu être collectées et seront valorisées en 2026. Enfin, un focus sur les formations en lien avec l'économie maritime (navigation, activités nautiques, construction navale, EnR) sera réalisé en 2026 en lien avec les Carif-Oref.

Comptes monétaires de l'environnement

En 2025, les rapportages à Eurostat dans le cadre des comptes monétaires de l'environnement se sont enrichis. Au-delà des « classiques » rapportages obligatoires sur la dépense de protection de l'environnement, les éco-activités (EGSS) et les taxes environnementales, le SDES a rapporté de façon volontaire les investissements relatifs à une partie des comptes de gestion des ressources (investissements liés aux énergies renouvelables (EnR)) et, pour la première fois de façon obligatoire, le compte de subventions favorables à l'environnement. Concernant le tout nouveau rapportage obligatoire sur les investissements Climat, des résultats ont été transmis au sujet des énergies renouvelables et de la maitrise de l'énergie, avec des travaux importants pour décliner les séries d'investissement par secteur d'activité (codes NAF). Un travail est en cours pour mieux identifier les données mobilisables sur les activités uniquement liées à l'atténuation, la France bénéficiant d'une dérogation partielle de rapportage sur cette partie pour les campagnes 2025 et 2026.

Concernant le rapportage obligatoire sur les taxes environnementales, la ventilation par branches des taxes sur l'énergie a été révisée en s'appuyant sur le modèle Elfe développé par le Service économie verte et solidaire du CGDD.

Enfin, afin de préparer la mise en place des comptes d'écosystèmes à compter de 2026, le SDES a produit une première estimation des services écosystémiques d'approvisionnement en cultures, en bois, et de régulation mondiale du climat. En 2026, le SDES travaillera sur les services de filtration de l'air, de pollinisation, de tourisme de nature et de régulation locale du climat. Le service se rapprochera de l'Ifremer pour mieux appréhender le compte d'étendues sur la partie marine du territoire.

Analyses transverses sur des sujets environnementaux

Publication de synthèses

Le **rapport sur l'état de l'environnement en France** en 2024 a été publié en mars 2025 avec de nombreux produits de valorisation (vidéos, infographies, podcasts, posts réseaux sociaux). Ce rapport, produit tous les quatre ou cinq ans depuis 1994 en application de la convention d'Aarhus, offre un panorama complet de l'état des milieux naturels, des pressions qu'ils subissent et des actions mises en œuvre par les acteurs économiques et la société pour les protéger. Il est structuré autour de quatre grands chapitres : l'épuisement des ressources naturelles, la pollution des milieux, le changement climatique, l'érosion de la biodiversité.

En parallèle, l'organisation du bilan annuel environnemental a été revue et enrichie pour offrir un panorama plus complet des dépenses de protection de l'environnement, de l'état des écosystèmes et des interactions entre l'environnement et l'économie. Le nouveau format de publication paraîtra en début d'année 2026.

En 2025, le SDES a par ailleurs avancé dans la préparation d'une publication de synthèse sur **l'environnement dans les outre-mer** dont la diffusion est attendue en 2026.

Le SDES est régulièrement sollicité dans le cadre des Insee Références coordonnés par l'Insee. Il a ainsi contribué à l'Insee Références consacré au numérique publié en octobre 2025 en produisant deux fiches thématiques (équipements électroniques et conséquences environnementales, empreinte carbone et consommation énergétique du numérique). En 2026, il contribuera à plusieurs fiches de l'Insee Références sur les services publics.

Enfin, en février 2027, un Insee Références sera consacré à l'environnement en prenant pour angle les vulnérabilités des personnes et des biens en lien avec leur environnement et les politiques de transition écologique. Le SDES est en charge de cette publication conjointement avec l'Insee. Dans ce cadre, un appel à contribution pour les dossiers de cet ouvrage a été lancé en 2025 et quatre dossiers impliquant différentes institutions ont été retenus. L'année 2026 sera consacrée à la rédaction et finalisation de l'ouvrage (vue d'ensemble et dossiers).

Société et environnement

Afin de suivre l'appropriation des enjeux environnementaux par les Français, le SDES mobilise divers **baromètres d'opinion**. En 2025, il a valorisé sous forme d'une publication et d'un document détaillé les résultats du nouveau baromètre Écologie Environnement du panel Elipss de Science-Po. L'enquête Camme de l'Insee est également régulièrement mobilisée par le SDES pour suivre les opinions et pratiques des français à partir d'une plateforme annuelle Environnement introduite dans l'enquête. En 2025, l'Insee a enrichi les informations disponibles avec le développement en complément d'un module trimestriel sur l'environnement. En lien avec l'Insee, le SDES analysera les résultats obtenus en vue d'une publication courant 2026. Alors que le SDES envisageait pour 2026 une nouvelle édition de l'enquête sur les pratiques environnementales des ménages, dont la dernière édition date de 2016, des discussions avec l'Ademe ont conduit à envisager, à la place, une valorisation commune du baromètre Sobriété et modes de vie de l'Ademe.

Une réflexion sera lancée en 2026 pour renouveler l'enquête sur les relations des français avec le nature et la biodiversité.

Enfin, les contacts avec les acteurs de l'éducation à l'environnement et au développement durable se poursuivent pour identifier des indicateurs possibles de sensibilisation et éducation des citoyens aux enjeux environnementaux.

Indicateurs de développement durable

Les 98 indicateurs nationaux et 116 indicateurs territoriaux relatifs aux objectifs de développement durable (ODD) ont été actualisés, en collaboration avec l'Insee. Une analyse des évolutions (calculs de tendances et de scores) a été produite sous forme de datavisualisation et valorisée sur le site Agenda 2030. Les indicateurs territoriaux ont été intégrés à l'outil de cartographie interactive sur le site du SDES, afin de mieux accompagner les territoires dans le suivi de leurs progrès vers le développement durable, dont certaines thématiques ou cibles sont identiques ou proches de celles de la planification écologique. Ces travaux se poursuivront en 2026, avec notamment le développement d'une fonctionnalité de « portraits de territoire » dans l'outil de cartographie interactive.

II. Modernisation et sécurisation des processus de production et de diffusion statistiques

La modernisation et la simplification des processus statistiques est un enjeu constant du service, tant pour l'allègement de la charge pour les enquêtés que pour la maîtrise du coût et des délais de production de l'information statistique. Cette modernisation suppose des investissements, parfois importants dans la durée.

Refonte des systèmes d'information

- **Dans le domaine du logement**, plusieurs investissements ont été conduits en 2025 et se poursuivront en 2026 :
  - La refonte du processus de collecte et de traitement des données relatives aux **demandes d'autorisation d'urbanisme** dans le cadre du projet Sitadel3 s'est poursuivie en 2025 avec la fin des développements du premier volet du produit minimum viable. La mise en production sera réalisée début 2026 et le reste des travaux prioritaires sera développé durant l'année. L'objectif de ce projet de grande ampleur est notamment d'être moins consommateur en ressources et de produire des indicateurs mensuels de qualité confortée, exploitant l'exhaustivité des données des Cerfa.
  - La **refonte de l'outil de gestion de l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)** a été engagée en 2025, en parallèle des travaux d'intégration du questionnaire de l'enquête au sein de la filière de collecte mutualisée de l'Insee. L'objectif de l'ensemble de ce projet est de simplifier le dispositif de collecte, de rationaliser les moyens sur ce dispositif et de moderniser les outils. Les derniers développements de l'application de gestion seront réalisés au premier semestre de 2026 et ce nouveau dispositif sera progressivement mis en place au cours du second semestre.

- **Dans le domaine des transports,** le système de collecte et de gestion de **l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (dite TRM)**, réalisée dans le cadre d'un règlement européen depuis 1978, est en cours de refonte. Ce projet, qui s'achèvera en 2026, a pour objectif de moderniser et d'améliorer la chaîne de production.

  La refonte de l'enquête sur la durée de travail des conducteurs routiers par lecture des chronotachygraphes sera lancée en 2026.

- **Dans le domaine de l'environnement**, le compte des dépenses de l'assainissement des eaux usées a été révisé afin de se rapprocher des comptes nationaux, ainsi que d'en simplifier la production. Une note méthodologique a été rédigée. À compter de 2026, le service reprendra par ailleurs la collecte de l'enquête « ferrailles et vielles fontes » auparavant déléguée à la fédération française des professionnels de l'extraction minière, de la métallurgie, de la sidérurgie et du recyclage des métaux (A3M).

Consolidation et automatisation des processus statistiques

Les évolutions méthodologiques et l'automatisation de certaines étapes des processus de production statistique visent à sécuriser et consolider les traitements et alléger le temps qui y est consacré.

- Dans le domaine de l'énergie, **différents travaux de consolidation des statistiques du bilan de l'énergie** ont été menés. Des améliorations ont ainsi été apportées à l'enquête annuelle sur la production d'électricité (EAPE) en matière de suivi de la démographie des centrales et d'automatisation du suivi de la collecte. La ventilation sectorielle de la consommation de pétrole a ainsi été améliorée, de même que la ventilation régionale de fioul dans le résidentiel. Les travaux d'appariement des données locales avec différentes bases de données (Sirène, EAPE, EACEI, etc.) se sont poursuivis en 2025 afin de mieux identifier les secteurs des clients finaux, et fiabiliser notamment le partage de la consommation de gaz entre résidentiel, tertiaire et industrie. Des travaux ont également été menés pour améliorer la mesure de la consommation dans la navigation maritime dans les comptes du pétrole et du gaz.

  En 2026, un chantier de refonte du programme des séries du bilan énergétique sera lancé afin de ne plus être dépendant des questionnaires Excel d'Eurostat, particulièrement instables.

- **Dans le domaine du logement**, une nouvelle méthodologie d'estimation des **statistiques conjoncturelles en date réelle sur la construction neuve de logements** a été mise en œuvre en 2025, parallèlement à la refonte de la publication. La méthode déployée, à partir de *machine learning*, devrait permettre de réduire les révisions. Cette méthode sera déployée en 2026 sur les statistiques des locaux non résidentiels. Enfin, une étude de la production de séries sur les achèvements des locaux sera menée dans l'année, en utilisant les informations des documents d'urbanisme ainsi que ceux de la DGFiP. Ces travaux sont très attendus par les utilisateurs et répondrons à un nouveau règlement européen sur l'immobilier commercial.

  Une révision des méthodes de redressement des **enquêtes sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) et sur le parc de logements sociaux des bailleurs sociaux (RPLS)** a été réalisée en 2025, sans aboutir complètement. L'enrichissement de la documentation et la modernisation des programmes s'est poursuivi, avec notamment une refonte de la gestion de la paye sur ECLN et une meilleure identification sur RPLS des logements à loyers libres. En 2026, l'objectif sera de sécuriser le processus de l'enquête ECLN, et de mener un état des lieux complet du processus RPLS afin de le faire évoluer par la suite.

  L'**enquête sur le prix des terrains et du bâti (EPTB)** a reçu un nouvel agrément du comité du Label fin 2025 suite aux propositions faites pour le faire évoluer. Plusieurs réflexions ont été menées pour arriver à ce résultat, pour améliorer la collecte, le questionnaire et la méthode de redressement. Certains de ces travaux sont à poursuivre en 2026.

- **Dans le domaine des transports,** les évolutions méthodologiques récentes apportées au compte satellite des transports, pour certaines liées au dernier changement de base, seront consolidées dans un document méthodologique en 2026.

- **Dans le domaine de l'environnement,** le travail d'automatisation du processus de collecte et de traitement des données visant à produire les indicateurs d'état et de pressions sur la ressource en eau (eau renouvelable, indicateur de niveau de nappes, indice d'exploitation de la ressource en eau, indicateurs de restrictions d'eau liées aux sécheresse) s'est poursuivi en 2025 et devrait s'achever en 2026. Le travail d'automatisation concerne aussi le volet d'élaboration des compte monétaires (éco-activité, dépenses).

Plus généralement, les efforts de documentation des processus de collecte et traitement statistiques se sont poursuivis, avec la publication en 2025 de plusieurs notes méthodologiques détaillées associées aux publications (comptes de la forêt notamment).

Conversion en R des chaînes de traitements

L'abandon progressif du logiciel Sas au profit du logiciel R suppose de convertir un grand nombre de processus de production et chaînes de traitement (bilan de l'énergie, air, déchets, empreinte carbone, statistiques maritimes, ferroviaires et fluviales, compte satellite dans les transports, Filocom, commercialisation de logements neufs, construction neuve, etc.). Cette conversion est désormais très avancée, seuls quelques traitements utilisant encore le logiciel Sas subsisteront à l'horizon de 2026. Elle est aussi l'occasion de revoir les chaînes de traitement, de les documenter voire de les simplifier.

Enrichissement des données mises à disposition

Le catalogue de données mises à disposition via l'outil *Dido* est régulièrement enrichi. En 2025, plusieurs nouveaux jeux de données ont été mis en ligne (Immatriculations et parcs de véhicules routiers, achats de produits phytosanitaires, exposition des logements et des individus aux risques d'inondation et au phénomène de retrait-gonflement d'argile, transport de marchandises par voie fluviale, maritime, ferroviaire). De nouvelles données ont également été ajoutées au portail de cartographie interactive, notamment les 116 indicateurs territoriaux de développement durable, co-produits avec l'Insee, et les indicateurs de risques naturels.

L'activité 2025 du SDES en quelques chiffres

Les publications

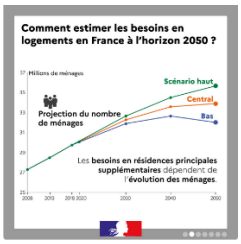
78 études et analyses ont été publiées sur le *site SDES* : 4 *Chiffres clés (format A6)*, 21 *Datalab essentiel* (4 pages), 16 *Rapports, Études, Datalab, Document de travail* (format long), 37 *articles web*.

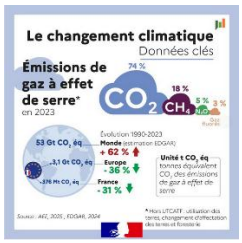
Dans le domaine de la conjoncture, 100 publications ont été mises en ligne :88 *Statinfo dont 48 mensuels* (24 Transport et 24 Logement) et *40 trimestriels* (16 tableaux de bord Énergies renouvelables ; 8 dans la thématique Logement, 16 dans la thématique Transport), *12 notes de conjoncture trimestrielles* (*Datalab essentiel)* dans le domaine des transports, de l'énergie et de l'immobilier.

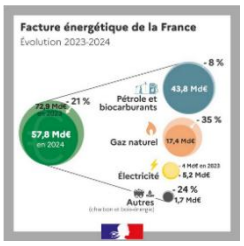
Ces publications ont fait l'objet de 33 brèves et articles sur le site Notre-environnement.

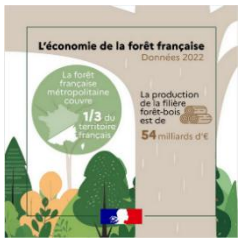
Les valorisations : infographies, vidéos, podcasts

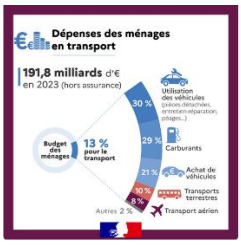
38 infographies, 7 vidéos et 4 podcasts ont été diffusés en accompagnement des publications phares afin de proposer un contenu plus largement accessible et synthétique.











Jeux de données et datavisualisation

5 nouveaux jeux de données ont été mis à disposition sur le site du SDES sous forme de datavisualisation.

Au-delà des tableaux de données mis en ligne, 43 jeux de données (202 fichiers) ont été actualisés ou nouvellement mis à disposition en 2025 sous *Dido* (diffusion des données), application permettant des filtrages, l'automatisation de requêtes via une interface de programmation applicative (API) et le téléchargement de fichiers dans plusieurs formats (csv, xlsx, json, geojson). Plus de 700 000 téléchargements de fichiers y ont été comptabilisés au cours de l'année (+ 130 % par rapport à 2024).

Fréquentation des sites internet

La fréquentation du *site SDES* s'est élevée à près de 1,7 million de visites sur l'année (hors agents du ministère) et plus de 4 millions de pages vues, en augmentation par rapport à 2024 pour les pages vues (+ 8,4 %). Le site compte 3 323 abonnés à sa lettre d'information mensuelle (+ 7 %) et 3 018 abonnés aux avis de parution thématiques (+ 6,3 %). La *bibliothèque numérique de la statistique publique* donne accès à toutes les publications du SDES, soit près de 2 000 ressources documentaires.

Accès des chercheurs aux données

En 2025, le comité du secret du Conseil national de l'information statistique (CNIS) a donné une habilitation à 48 demandes nouvelles de chercheurs pour accéder à des données individuelles du SDES couvertes par le secret statistique ainsi qu'à 117 demandes d'actualisation (ajout de sources, de chercheurs, prolongation de la durée du projet de recherche, etc.). Le nombre de demandes de chercheurs augmente encore régulièrement et de manière significative (+ 29 % en 2025 par rapport à 2024). Ces accès se font par l'intermédiaire du centre d'accès sécurisé aux données (CASD). À ce jour, 28 sources du SDES sont mises à disposition via le CASD et 190 projets de recherche (628 chercheurs) utilisent une ou plusieurs de ces sources.

Mise en œuvre du RGPD

10 nouveaux traitements de données à caractère personnel ont été inscrits au Registre des traitements, avec l'appui de la direction des affaires juridiques, portant ainsi à 62 le nombre de traitements inscrits à ce jour.

Animation du réseau des statisticiens en DREAL

2 réunions plénières de réseau ont été organisées en 2025 entre les équipes du SDES et les unités statistiques des DREAL. 4 réunions thématiques ont été conduites, sur les outils numériques et pour réaliser la production d'une publication régionale coordonnée, portant sur les prix des terrains et du bâti (publication simultanée et homogène dans chaque région).

Contribution aux travaux des instances internationales

Les agents du SDES ont contribué aux travaux de nombreuses instances internationales en 2025, notamment sous la forme de réponses à une centaine de consultations et de questionnaires, principalement de l'Agence européenne de l'environnement, mais également d'Eurostat, de l'OCDE et de l'ONU.

Les publications

I. Les publications du SDES en 2025

Chiffres clés

- Chiffres clés de l'énergie – Édition 2025
- Chiffres clés des énergies renouvelables – Édition 2025
- Chiffres clés du climat – France, Europe et Monde – Édition 2025
- Chiffres clés des transports – Édition 2025

Publications Énergie

- Bilan énergétique de la France en 2023 - Synthèse - Datalab Essentiel – *janvier 2025*
- Des consommations d'énergie dépendantes des conditions météorologiques - article web – *février 2025*
- Les investissements publics dans la R&D en énergie en 2023 - Datalab Essentiel – *février 2025*
- Les énergies renouvelables en France en 2023 – Suivi de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables - Datalab Essentiel – *mars 2025*
- Bilan énergétique de la France pour 2023 - Données définitives - Datalab – *avril 2025*
- Bilan énergétique de la France en 2024 - Données provisoires - Datalab Essentiel – *avril 2025*
- Les énergies renouvelables en France en 2024 dans le cadre du suivi de la directive (UE) 2018/2001 – Données provisoires - article web – *juin 2025*
- L'activité de la pétrochimie en 2024 - Datalab Essentiel – *juin 2025*
- Les prix des produits pétroliers en 2024 : malgré un recul, le niveau des prix reste élevé - Datalab Essentiel – *juillet 2025*
- Prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2024 - Datalab Essentiel – *juillet 2025*
- Prix du gaz en France et dans l'Union européenne en 2024 - Datalab Essentiel – *juillet 2025*
- La consommation d'électricité des centres de données entre 2018 et 2023 - article web – *octobre 2025*
- Les réseaux de chaleur et froid en 2024 - article web – *octobre 2025*
- Prix du gaz et de l'électricité au premier semestre 2025 - article web – *novembre 2025*
- Hydrogène pur : évaluation des ressources et des usages en France en 2024 - article web – *décembre 2025*

Publications Rénovation énergétique

- Effets de l'isolation thermique des logements sur la consommation réelle d'énergie résidentielle - Document de travail ONRE SDES-Insee – *juillet 2025*
- Le parc de logements par classe de consommation énergétique au 1er janvier 2025 - Étude ONRE SDES – *octobre 2025*

Publications Logement – Construction

- Besoins en logements à horizon 2030, 2040 et 2050 - Collection Études – *juin 2025*
- La santé économique et financière des entreprises de la construction au tournant de la décennie 2020 - Datalab Essentiel – *octobre 2025*
- Rapport du compte du logement 2024 - Datalab – *novembre 2025*
- Le prix des terrains et du bâti pour les maisons individuelles en 2024 - Datalab Essentiel – *novembre 2025*
- Les disparités d'empreinte foncière résidentielle en France en 2022 - Datalab Essentiel – *décembre 2025*

Publications Transport

- Le transport ferroviaire de marchandises au plus bas en 2023 - Datalab Essentiel – *janvier 2025*
- Achats de deux-roues et de quadricycles légers : caractéristiques du marché et des acheteurs en 2023 - article web – *février 2025*
- Immatriculations des voitures particulières en 2024 : baisse dans le neuf et léger rebond dans l'occasion - article web – *février 2025*
- Le transport de marchandises en 2023 - Datalab Essentiel – *mars 2025*
- Transports : La place de la France en Europe - Datalab Essentiel – *avril 2025*
- Les taxis et VTC : accès à la profession, offre de transports, équipements - Rapport 2025 de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes – *juin 2025*
- Quels ménages possèdent des véhicules classés Crit'Air 3 et plus dans les Métropoles du Grand Paris et de Lyon en 2024 ? - Datalab Essentiel – *juillet 2025*
- Le trafic maritime en France : très légère baisse du fret en 2024 - article web – *juillet 2025*
- Les salaires dans le secteur des transports et de l'entreposage en 2023 - Datalab Essentiel – *août 2025*
- 39,7 millions de voitures en circulation en France au 1er janvier 2025 - article web – *septembre 2025*
- 621 500 poids lourds en circulation au 1er janvier 2025 - article web – *septembre 2025*
- 6,5 millions de véhicules utilitaires légers en circulation au 1er janvier 2025 - article web – *septembre 2025*
- 66 600 autocars et 28 000 autobus en circulation au 1er janvier 2025 - article web – *septembre 2025*
- Le parc de véhicules au 1er janvier 2025 dans les territoires ZFE et dans les territoires de vigilance pour la qualité de l'air - article web – *septembre 2025*
- Le verdissement des véhicules légers professionnels - Datalab Essentiel – *octobre 2025*
- La surface des entrepôts et plateformes logistiques de 10 000 m² ou plus en hausse de 2,3 % en 2024 - article web – *novembre 2025*
- Les chauffeurs des plateformes de VTC en 2024 : premiers résultats - article web – *novembre 2025*
- Bilan annuel des transports en 2024 – *novembre 2025*
- Le transport routier intérieur de marchandises du pavillon français en 2024 - article web – *novembre 2025*
- Le transport routier de marchandises sous pavillons européens en 2024 - article web – *novembre 2025*

Publications Environnement

- Les prélèvements d'eau douce par usages en France en 2022 - article web – *mars 2025*
- Bilan environnemental de la France – Edition 2024 – *mars 2025*
- Etat de l'environnement en France – Rapport 2024 – *mars 2025*
- L'empreinte carbone de la France de 1990 à 2023 - article web – *mars 2025*
- Les dépenses de protection de l'environnement : synthèse et données par domaine 2022 - article web – *mars 2025*
- Importations françaises de matières premières à risque de déforestation entre 2012 et 2022 - Étude – *mars 2025*
- L'empreinte matières de la France en 2022 - article web – *avril 2025*
- Un accès inégal aux espaces verts dans les grands centres urbains - Datalab Essentiel – *avril 2025*
- L'emploi dans les métiers verts en 2022 - article web – *avril 2025*

- Les aides publiques pour la protection de l'environnement en France en 2022 - article web – *mai 2025*
- Les échanges transfrontières de déchets faisant l'objet d'une notification préalable en 2022 - article web – *mai 2025*
- Panorama des dispositifs de protection des espaces naturels terrestres et marins en France au 1er janvier 2025 - Collection Études – *mai 2025*
- Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte – Bilan d'activité 2024 et orientations 2025 – *mai 2025*
- État des lieux des ventes et des achats de produits phytopharmaceutiques en France en 2023 - Datalab Essentiel – *juin 2025*
- Environnement et climat : opinions des Français en 2024 - Datalab Essentiel – *juin 2025*
- Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2022 - article web – *juin 2025*
- Inventaire national de gaz à effet de serre et empreinte carbone : quelles différences ? - article web – *juillet 2025*
- La consommation de matières premières par l'économie française en 2023 - article web – *août 2025*
- Les indicateurs internationaux du changement climatique : mise en perspective des principaux tableaux de bord - Collection Études – *août 2025*
- Pratiques environnementales des Français en 2024 : agir à l'échelle individuelle - article web – *septembre 2025*
- Opinions des Français sur l'environnement en 2024 - article web – *septembre 2025*
- Bilan 2022 de la production de déchets en France - article web – *septembre 2025*
- Déchets et gaspillage alimentaire en France en 2023 - article web – *septembre 2025*
- Les comptes de la forêt française de 2007 à 2022 - Datalab – *septembre 2025*
- La pollution lumineuse en France en 2023 - article web – *octobre 2025*
- Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2024 - Datalab – *octobre 2025*
- Émissions de GES et empreinte carbone de la France en 2024 : une baisse plus faible qu'en 2023 - Datalab Essentiel – *octobre 2025*
- L'empreinte carbone de la France de 1990 à 2024 - article web – *octobre 2025*
- Environnement et énergie dans les foyers français en 2024 - article web – *novembre 2025*
- L'extraction de matières minérales en France en 2023 - article web – *décembre 2025*
- 76 plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées en vigueur en 2025 - article web – *décembre 2025*
- Dispositif de suivi de la Stratégie nationale pour la mer et le littoral - Document de travail – *décembre 2025*

Conjoncture

- 12 notes de conjoncture trimestrielles (énergie, transport, immobilier)
- 88 *StatInfo* (uniquement mis en ligne) : 48 mensuels (24 Transport et 24 Logement) ; 40 trimestriels (16 tableaux de bord énergies renouvelables ; 8 Logement, 16 Transport)

Datavisualisation

- Les données du parc automobile des zones à faibles émissions ZFE
- Atlas des entrepôts et plateformes logistiques (EPL) de 10 000 m² ou plus - Données 2024
- Compte du logement
- Maille habitat
- Le parc locatif des bailleurs sociaux

- Les produits phytosanitaires en France
- Opinions et pratiques environnementales des Français
- Sites humides emblématiques : résultats de l'enquête nationale (2010-2020)
- Les Français et la nature : résultats de l'enquête menée en mars 2020
- Formations environnementales et emploi
- Les indicateurs de suivi des ODD

Jeux de données diffusés sous l'application Diffusion de données (Dido)

- Certificats d'Économie d'Énergie
- Conjoncture mensuelle de l'énergie
- Données locales de consommation d'électricité, de gaz naturel et de chaleur et de froid
- Données locales de consommation de produits pétroliers
- Liste des permis de construire et autres autorisations d'urbanisme
- Logements autorisés et commencés
- Locaux non résidentiels autorisés et commencés
- Commercialisation des logements neufs
- Données détaillées au logement du répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS)
- Prix des terrains et du bâti
- Immatriculations de véhicules routiers
- Parc de véhicules routiers
- Transport de marchandises par voies fluviales, maritimes et ferroviaires
- Entrepôts et plateformes logistiques
- Achats et ventes de produits phytosanitaires
- Gaz à effet de serre et polluants atmosphériques au format AEA (ex Namea)
- Production et traitement des déchets
- Exposition des logements et des individus au risque d'inondation par débordement de cours d'eau
- Exposition des logements et des individus au risque d'inondation par submersion marine
- Exposition des maisons individuelles au phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA)
- Qualité de l'air extérieur
- Indicateurs territoriaux de développement durable (ITDD)

II. Les publications du SDES prévues pour 2026

Chiffres clés

- Chiffres clés du transport – Édition 2026
- Chiffres clés de l'énergie – Édition 2026
- Chiffres clés des énergies renouvelables – Édition 2026
- Chiffres clés du climat – France, Europe et Monde – Édition 2026
- Chiffres clés sur le logement – Édition 2026
- Chiffres clés Industries et environnement

Publications Énergie

- Bilan énergétique de la France en 2024 - Synthèse
- Les investissements publics dans la R&D en énergie en 2024
- Bilan énergétique de la France pour 2024 - Données définitives
- Les énergies renouvelables en France en 2024
- Communication autour de la « sobriété énergétique » et consommation d'électricité des ménages
- Bilan énergétique de la France en 2025 - Données provisoires
- L'activité de la pétrochimie en 2025
- Les prix des produits pétroliers en 2025
- Prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2025
- Prix du gaz en France et dans l'Union européenne en 2025
- Les facteurs d'évolution des émissions de CO_2 liées à l'énergie en France de 1990 à 2023
- Consommation d'énergie des centres de données en 2024
- Les bénéficiaires du chèque énergie
- Les réseaux de chaleur et froid en 2025
- Les prix de l'électricité et du gaz au premier semestre 2026
- Bilan de l'hydrogène en 2025

Publications Rénovation énergétique

- Les aides à la rénovation 2016-2023
- Les rénovations par gestes aidées par MaPrimeRenov' en 2024
- Les rénovations d'ampleur aidées par l'Anah en 2024
- Le parc de logements par classe de consommation énergétique au 1er janvier 2026
- Les travaux de rénovation dans les maisons individuelles : résultats de l'enquête Trelo 2024
- Les travaux de rénovation dans les logements collectifs : résultats de l'enquête Trelo 2024
- Les travaux de rénovation dans les outre-mer : résultats de l'enquête Trelo 2024
- L'impact des changements de systèmes de chauffage sur les consommations réelles de logements
- Écart de performance énergétique : comparaison des consommations réelles et théoriques d'énergie

Publications Logement – Construction

- Le parc locatif social au 1er janvier 2025
- Les plus-values immobilières en 2021
- Le marché de la construction
- Le parc de logement, les locataires, les propriétaires
- Le taux d'effort en logement des ménages de France métropolitaine
- Loyers, charges et plafonds dans le parc social
- La proximité de la végétation pour les ménages au sein de leur logement
- La construction neuve sur longue période
- Rapport du compte du logement 2025
- Emploi et salaires du secteur de la construction
- Le profil des bailleurs du secteur privé
- Le prix des terrains et du bâti pour les maisons individuelles en 2025
- Le parc locatif social au 1er janvier 2026

Publications Transport

- Immatriculations des voitures particulières en 2025
- Profil des ménages bénéficiaires des aides à l'acquisition de voitures neuves en 2024
- La durée de service des conducteurs routiers de poids lourds en 2024
- Le transport de voyageurs en 2024
- Les mobilités sociales et professionnelles des conducteurs du transport routier
- 10 ans de transport maritime de voyageurs
- Le travail de nuit chez les chauffeurs de plateforme VTC
- Le parc des deux-roues en circulation
- Le transport maritime français dans l'Europe
- Les taxis et VTC en 2024 - Rapport de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes
- Évolutions comparées du transport intérieur, ferroviaire et fluvial de marchandises
- Le parc de voitures particulières au 1er janvier 2026
- Le parc de poids lourds au 1er janvier 2026
- Le parc de véhicules utilitaires légers au 1er janvier 2026
- Le parc de bus et cars au 1er janvier 2026
- Le parc de véhicules dans les zones à faibles émissions au 1er janvier 2026
- Projections de parc automobile à l'horizon 2050
- Bilan annuel des transports en 2025
- Les VTC : premiers résultats 2025
- Le compte satellite des transports (document méthodologique)
- Les entrepôts logistiques en 2025
- Le transport routier de marchandises sous pavillon français en 2025
- Le transport routier de marchandises dans les pays européens en 2025
- La durée de service des conducteurs routiers de poids lourds en 2025
- Les salaires dans le secteur des transports et de l'entreposage en 2024
- Le marché de l'occasion de la voiture électrique en 2025
- Les achats automobiles de 2025 selon le revenu

Publications Environnement

- Les échanges transfrontières de déchets faisant l'objet d'une notification préalable en 2024
- L'empreinte « terre » des importations françaises de produits à risque de déforestation en 2023
- Les français et la mobilité en 2024
- L'indicateur de suivi temporel des oiseaux communs
- Les aides publiques pour la protection de l'environnement en France en 2023
- Les prélèvements d'eau douce par usages en France en 2023
- L'empreinte matières de la France en 2023
- La fragmentation des espaces naturels
- Bilan environnemental de la France – Édition 2025
- Bilan de l'assainissement
- Les dépenses de protection de l'environnement : données 2023
- Les dépenses et subventions en faveur des énergies renouvelables
- L'empreinte carbone du tourisme
- Pratiques environnementales des Français en 2025
- La ressource en eau renouvelable : évolution 1990-2024
- La qualité des eaux de surface : données détaillées
- Bilan du suivi de la Directive habitat Faune Flore (DHFF)
- Les ventes et achats de produits phytopharmaceutiques en France en 2024
- Le gaspillage alimentaire en France et en Europe en 2024
- Émissions de GES liées à l'utilisation des terres, changements d'affectation des terres et de la forêt (UTCATF)
- La pollution chimique des eaux souterraines en France de 2000 à 2024
- Émissions de GES et empreinte carbone en 2025 (coproduction avec l'Insee)
- Investissement des collectivités dans l'assainissement des eaux usées et caractéristiques des services publics d'assainissement
- La consommation de matières premières par l'économie française en 2024
- Les formations en lien avec l'économie maritime
- L'environnement en outre-mer
- Bilan de la qualité de l'air extérieur en France - année 2025
- Que deviennent les jeunes formés dans le domaine de l'environnement en 2021 ?
- Les déchets du BTP en 2024
- Bonnes pratiques européennes/internationales en matière d'utilisation des statistiques dans la lutte contre la désinformation climatique et environnementale

Conjoncture

- 12 notes de conjoncture trimestrielles (énergie, transport, immobilier)
- 88 StatInfo (uniquement mis en ligne) : 48 mensuels (24 Transport et 24 Logement) ; 40 trimestriels (16 tableaux de bord énergies renouvelables ; 8 Logement, 16 Transport)

Annexe

Les rapportages internationaux de statistiques assurés par le SDES

Une part importante de l'activité du SDES consiste à répondre aux besoins de rapportages internationaux d'indicateurs statistiques, notamment européens pour Eurostat, l'Agence européenne de l'environnement ou l'Agence internationale de l'énergie, mais aussi d'autres organismes internationaux (ONU, OCDE, etc.) ou en applications de convention (Ospar, Bâle, etc.).

Les principaux rapportages sont les suivants :

Énergie

Rapportages communs auprès d'Eurostat (dans le cadre du règlement européen 1009/2008 sur les statistiques de l'énergie) et de l'Agence internationale de l'énergie :

- questionnaires annuels charbon, pétrole, gaz naturel, nucléaire, électricité et chaleur, énergies renouvelables et déchets ;
- « mini-questionnaires » annuels charbon, pétrole, gaz naturel, électricité et chaleur, énergies renouvelables et déchets ;
- questionnaires mensuels pétrole, gaz naturel, électricité et chaleur ;
- importations mensuelles et coûts d'approvisionnement en pétrole brut (COIR *Crude Oil Import Register*).

Auprès d'Eurostat seulement dans le cadre de rapportages couverts par un règlement ou une directive :

- questionnaires mensuels « de court terme » électricité et gaz naturel (règlement n° 1009/2008 sur les statistiques de l'énergie) ;
- questionnaire mensuel charbon ;
- questionnaire bimestriel portant sur des indicateurs avancés sur l'approvisionnement et la demande en gaz naturel (directive n° 2022/1369 du Conseil européen sur la réduction de la demande en gaz du 8 août 2022) ;
- questionnaires annuel biomasse 2018/2001 (règlement n° 2018/1999 du 11 décembre 2028) obligatoire à partir de 2023 ;
- consommation annuelle finale d'énergie résidentielle par usage, industrielle par secteur détaillé, dans les services par secteur détaillé, dans le transport par type de véhicule (règlement n° 1009/2008 sur les statistiques de l'énergie, modifié par le règlement (UE) 2022/132 ;
- prix semestriels du gaz naturel et de l'électricité (règlement n° 2016/1952 sur les statistiques des prix du gaz naturel et de l'électricité) ;
- cogénération (directive n° 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique) ;
- réseaux de chaleur et de froid (directive n° 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique) ;
- part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (*Shares* - directive n° 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables) ;
- comptes de flux physiques d'énergie (règlement n° 691/2011 relatif aux comptes économiques européens de l'environnement).

Auprès d'Eurostat dans un cadre volontaire :

- indicateurs annuels d'ouverture des marchés.

Auprès d'Euroilstock (jusqu'à fin 2024) :

- production nette mensuelle des raffineries.

Auprès de l'Agence internationale de l'énergie seulement :

- questionnaires mensuels JODI (*Joint Organisations Data Initiative*) pétrole et gaz naturel ;
- questionnaire annuel sur l'efficacité énergétique ;
- dépenses publiques annuelles de R&D en énergie ;
- prix de l'énergie trimestriels.

Logement - construction

Rapportages auprès d'Eurostat couverts par un règlement sur l'immobilier commercial au sein des statistiques de court terme :

- volume trimestriel des autorisations, mises en chantiers, achèvements de l'immobilier commercial (locaux détenus par des personnes morales hors locations touristiques) (règlement n° 2019/2152 du 27 novembre 2019).

Transports

Rapportages auprès d'Eurostat couverts par un règlement ou une directive :

- activité trimestrielle et annuelle du transport routier de marchandises (règlement n° 70/2012 du 18 janvier 2012) ;
- activité trimestrielle, annuelle (et tous les cinq ans par région) du transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs (règlement n° 2018/643 du 18 avril 2018) ;
- activité trimestrielle et annuelle du transport maritime de marchandises et de voyageurs (trimestriel et annuel) – (directive n° 2009/42 du 6 mai 2009).

Rapportages communs auprès d'Eurostat, OCDE et UNECE dans un cadre volontaire :

- questionnaire annuel par mode de transport puis par nature : infrastructure, matériel, entreprises, économie et emploi, trafic ;
- questionnaire pilote annuel sur la circulation routière ;
- questionnaire régional annuel (longueur des voies, stock de véhicules, etc., par région) ;
- questionnaire conjoncturel.

Autres rapportages dans un cadre volontaire :

Auprès d'Eurostat

- indicateurs sur la mobilité, tirés de l'enquête nationale sur la mobilité des personnes (pluriannuel).

Auprès de la Commission européenne

- alimentation de la base CAFTE (*Cross Alpine Freight Transit*), tous les cinq ans.

Auprès du forum international des transports de l'OCDE

- indicateurs conjoncturels (trimestriels) généraux, notamment routier et ferroviaire, sur les transports ;
- dépenses annuelles d'investissement et d'entretien des infrastructures.

Auprès de l'UNECE

- transport annuel de voyageurs par métro et tramway.

Environnement

Auprès d'Eurostat dans le cadre de rapportages couverts par un règlement ou une directive :

- déchets (production, traitement), tous les deux ans (règlement n° 2002/2150) ;
- gaspillage alimentaire (règlement n° 2019/1597) ;
- déchets municipaux (annuel - commun avec OCDE) ;
- compte des flux de matières (règlement n° 2011/691) ;
- taxations environnementales (règlement n° 2011/691) ;
- comptes des émissions dans l'air par activité (règlement n° 2011/691) ;
- emplois, production et valeur ajoutée dans les éco-activités liées à la protection de l'environnement (règlement n° 2014/538) ;
- comptes physiques et monétaires de la forêt (règlement n° 2024/3024) ;
- dépenses de protection de l'environnement (règlement n° 2014/538).

Auprès d'Eurostat (rapportages dans un cadre volontaire) :

- émissions dans l'eau, assainissement, eau potable, prélèvements en eau par usage et par milieu – par région ou bassin hydrologique (REQ-IW OCDE-Eurostat et JQ-IW OCDE-Eurostat) ;
- prélèvements en eau par usage et par milieu – par région ou bassin hydrologique (commun avec OCDE) ;
- compte des écosystèmes (module étendu en 2023 pour la première fois) ;
- subventions environnementales ;
- dépenses de gestion des ressources naturelles et emplois, production et valeur ajoutée des éco-activités liées à la gestion des ressources naturelles ;
- taxes environnementales avec isolation des taxes CO_2.

Auprès d'Eurostat et de la Convention de Bâle :

- mouvements transfrontaliers de déchets dangereux.

Auprès de la Convention Ospar :

- flux à la mer de macro et micropolluants (façades atlantique et Manche).

Auprès de l'Agence européenne pour l'environnement :

- qualité de l'eau (*WISE6-Quality)* ;
- traitement des eaux usées urbaines et industrielles et prélèvements en eau (*WISE1-Emissions* et *WISE3 Quantity*) ;
- espaces protégés (couche SIG et base de données).

Auprès de l'OCDE

- données environnementales de référence (*Annual Quality Assurance – AQA*).

Auprès des instances onusiennes :

- contribution à l'actualisation des indicateurs ODD « environnement » ;
- contribution à l'actualisation des indicateurs de Sendaï (catastrophes naturelles et industrielles) ;
- contribution à la convention Désertification des sols (en 2026) ;
- rapportage UNSD sur l'eau et les déchets municipaux et dangereux dans les DROM.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

SDES
Statistique publique
de l'énergie, des transports,
du logement et de l'environnement

Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques
Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex
Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr